RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION

REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 05 Décembre 2025

Rue René Ndiaye X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06
Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

PRESSE EN LIGNE

LE SOLEIL. Nouveau programme: Le Fmi annonce « des progrès significatifs » avec le Sénégal

Les négociations entre le Sénégal et le Fonds monétaire international (Fmi) avancent bien. Par la voix de la directrice de sa communication, le fonds dit « avoir fait des progrès significatifs ».Les discussions entre le Sénégal et le Fonds monétaire international (Fmi) avancent à grands pas. Selon Reuters, le Fonds a déclaré, hier, jeudi 4 décembre, « avoir fait des progrès significatifs avec le Sénégal vers un nouveau programme de prêt ».D'après l'agence, le Sénégal tente d'apprivoiser les dettes qui, selon le Fonds, ont atteint 132 % du Pib à la fin de 2024, après que les dirigeants actuels ont découvert des milliards de dettes qui n'ont pas été déclarées par l'administration précédente.Selon Julie Kozack, directrice des Communications du Fmi, reprise par Reuters, le Fmi et les autorités sénégalaises travaillent intensivement sur la conception du nouveau programme et les mesures nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes de la dette cachée. « Si le Sénégal était confronté à des vulnérabilités importantes de la dette, les autorités sénégalaises décideraient elles-mêmes de restructurer toute dette.
https://lesoleil.sn/actualites/economie/nouveau-programme-le-fmi-annonce-des-progres-significatifs-avec-le-senegal/

SENEWEB. Dette cachée au Sénégal : Le Fmi déclenche une enquête interne

Dans l'affaire de la dette dite cachée qui secoue actuellement le Sénégal, le Fonds monétaire international (Fmi) a déclenché une enquête interne. L'information a été livrée ce jeudi par la Direction de la communication du fonds.«Nous menons actuellement une enquête interne afin de comprendre comment ces anomalies ont pu passer inaperçues, et également afin de renforcer les mesures de sécurité dans nos propres processus», a déclaré Julie Kozack dont les propos sont rapportés par Reuters.Elle informe que l'examen porterait sur ses «cadres d'intégrité des données» afin de renforcer ses processus d'examen interne. L'objectif est également destiné à améliorer aussi bien la détection des anomalies futures que la formation de son personnel interne.Par ailleurs, même si le Sénégal est confronté à d'importantes vulnérabilités en raison de son niveau d'endettement, les autorités du pays décideront elles-mêmes, de restructurer ou non une partie de cette dette du pays, dit-elle.
https://www.seneweb.com/fr/news/5/dette-cachee-au-senegal-le-fmi-declenche-une-enquete-interne_n_476405.html

SIKA FINANCE. Sénégal : Le FMI assure de la poursuite des discussions et lance une enquête interne sur ''la dette cachée''
https://www.sikafinance.com/marches/senegal-le-fmi-assure-de-la-poursuite-des-discussions-et-lance-une-enquete-interne-sur-la-dette-cachee_58158

Sénégal : Bank of America alerte sur un risque croissant de restructuration de la dette extérieure

La restructuration de la dette extérieure du Sénégal devient « de plus en plus probable » à l'approche du second semestre 2026, a déclaré Bank of America Global Research dans une note publiée jeudi 4 décembre. Le document souligne également que les négociations en cours avec le Fonds monétaire international (FMI) pour un nouveau programme…...
https://www.financialafrik.com/2025/12/04/senegal-bank-of-america-alerte-sur-un-risque-croissant-de-restructuration-de-la-dette-exterieure/

PRESS AFRIK. Dette du Sénégal : L'alerte rouge de la Bank of America face au refus d'Ousmane Sonko
L'étau se resserre dangereusement autour de la dette du Sénégal. Contredisant frontalement la ligne officielle du gouvernement, Bank of America (BofA) estime désormais qu'une restructuration est le scénario le plus plausible à l'horizon 2026. Cette alerte, lancée jeudi, a instantanément fait plonger les titres souverains à des niveaux inquiétants, mettant en lumière la fragilité d'un pays qui tente de naviguer sans le filet de sécurité du FMI. La perspective d'une restructuration de la dette extérieure du Sénégal s'impose désormais avec une acuité grandissante, en dépit des déclarations fermes du Premier ministre. Le 8 novembre dernier, Ousmane Sonko, lors de son téra-meeting, a avancé qu'aucune restructuration de la dette ne sera acceptée. Ce jour-là, il a réfuté cette mesure préconisée par le Fonds monétaire international (FMI), la considérant comme une « humiliation ». « Nous préférons préserver notre dignité », a-t-il insisté.
https://www.pressafrik.com/Dette-du-Senegal-L-alerte-rouge-de-la-Bank-of-America-face-au-refus-d-Ousmane-Sonko_a298336.html

MEPC. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération du Sénégal
Le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Abdourahmane Sarr, a reçu, le mardi 2 décembre 2025, une délégation de la (Banque Ouest Africaine de Développement) conduite par le directeur du Département énergie et ressources naturelles, M. Tembely. Une rencontre qui intervient alors que se tient la revue du portefeuille des projets financés par la BOAD au Sénégal, du 1er au 5 décembre 2025. L'occasion a été saisie par le ministre et ses hôtes pour faire le point sur l'exécution physique et financière des projets et programmes. Entre autres, les plans de passation de marchés, la synthèse des difficultés, les propositions de solution et les demandes d'ANO non encore abouties. Une bonne exécution des projets et programmes et la prospection de nouvelles opérations ont été aussi abordées au cours de l'entretien.
https://web.facebook.com/story.php?story_fbid=1177099021210912&id=100067324742649&mibextid=wwXIfr&rdid=eqpnvdX6L21WUxNL#

MEPC. Compétitivité du Sénégal : Les acteurs économiques et les partenaires invités à travailler ensemble
Le secrétaire général du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, Mouhamadou Bamba Diop, a présidé ce jeudi 4 décembre 2025 , au nom du ministre Abdourahmane Sarr, l'atelier de partage du Rapport national sur la compétitivité du Sénégal-RNCS2024.Ce document dresse un « bilan exhaustif, enrichi » pour cette édition, d'une perspective cruciale de cohérence avec les ambitions du gouvernement sur les Objectifs de développement durable (ODD).« Le cadre d'analyse adopté, fruit de l'expertise du Centre d'études de politiques pour le développement (CEPOD) et des

interactions méthodologiques reconnues comme celles du Forum économique mondial, de Solability et de l'Observatoire de compétitivité durable (OCD), nous offre une approche holistique des résultats », a relevé le secrétaire général du ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération.Ainsi, les classements internationaux sont sans équivoque : selon Mouhamadou Bamba Diop, le Sénégal se situe « encore loin des nations les plus compétitives » de la planète. La reprise économique post-Covid-19, bien que perceptible sur certains indicateurs, ne saurait masquer les défis structurels persistants.
https://www.economie.gouv.sn/fr/blog/competitivite-du-senegal-les-acteurs-economiques-et-les-partenaires-invites-travailler

LEJECOS. Rapport sur la compétitivité de l'économie sénégalaise : Le Rncs 2024 relève des fragilités structurelles

Le ministère de l'économie, du plan et de la coopération, à travers le Centre d'études de politiques pour le développement (Cepod), a organisé ce jeudi, 4 décembre 2025, un atelier de partage et de validation du Rapport national sur la compétitivité du Sénégal (Rncs 2024). Ce document de référence, qui couvre la période 2016-2023, relève que malgré des progrès réels, l'économie sénégalaise reste freinée par des faiblesses structurelles qui menacent sa compétitivité à long terme. Selon le Dr Abdoulaye Dièye qui a présenté le rapport, la croissance du Sénégal est restée soutenue depuis 2016, en dépit du choc de la pandémie de Covid-19 qui a ramené le Pib à 1,3% en 2020 (l'un des rares taux positifs au niveau mondial à l'époque). Mais cette dynamique masque plusieurs vulnérabilités, à savoir un endettement au-dessus des normes communautaires et une faible progression du revenu par habitant, passé de 1 282 de dollars américains en 2016 à seulement 1 476 dollars américains en 2023. Le secteur privé porte également des limites structurelles. Seules 3% des entreprises sénégalaises opèrent dans le secteur formel, même si ces dernières ont vu leur chiffre d'affaires bondir de 78,8% entre 2016 et 2022.
https://www.lejecos.com/Rapport-sur-la-competitivite-de-l-economie-senegalaise-Le-Rncs-2024-releve-des-fragilites-structurelles_a29982.html

LE QUOTIDIEN. Rapport – Renforcer la compétitivité du Sénégal : Nécessité de réformes ambitieuses

Le Centre d'études de politiques pour le développement (Cepod) a rendu public hier le Rapport national sur la compétitivité du Sénégal (Rncs) 2024 provisoire. Lequel souligne l'urgence de réformes ambitieuses pour renforcer la compétitivité et atteindre les Objectifs de développement durable (Odd).Le Sénégal, même s'il a fait quelques avancées notoires, a encore un certain nombre de défis à relever pour renforcer sa compétitivité, selon le Rapport national sur la compétitivité du Sénégal 2024 provisoire du Centre d'études de politiques pour le développement (Cepod) rendu public hier. «L'économie sénégalaise a connu une croissance dynamique depuis 2016, malgré un frein marqué par le Covid-19, ramenant le taux à 1, 3% en 2020 (un des rares taux positifs mondiaux). Cepen-dant, le cadre macroéconomique est caractérisé par un endettement croissant, au-dessus de la norme communautaire, et une faible croissance de la richesse par habitant, passant de 1282 Usd en 2016 à 1476 Usd en 2023», relève Dr Abdoulaye Dièye, expert au Cepod, qui présentait les résultats du Rncs 2024.

https://lequotidien.sn/rapport-renforcer-la-competitivite-du-senegal-necessite-de-reformes-ambitieuses/

APA NEWS. Sénégal : appel à une « action résolue » pour renforcer la compétitivité

Face à la cherté des facteurs de production, au déficit structurel de la balance commerciale et à la faiblesse du capital humain, Dakar doit engager des réformes profondes pour transformer son modèle économique, souligne le Rapport national sur la compétitivité, qui plaide pour une rupture avec les « réformes isolées» au profit d'une stratégie coordonnée impliquant l'ensemble des acteurs publics et privés.Le gouvernement sénégalais a présenté ce jeudi à Dakar les résultats du Rapport national sur la compétitivité du Sénégal (RNCS 2024), un document qui dresse un diagnostic complet des performances économiques, sociales, environnementales et institutionnelles du pays sur la période 2016-2023.Le rapport appelle à des réformes urgentes pour hisser l'économie nationale au niveau des standards internationaux.Représentant le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération Abdourahmane Sarr, le secrétaire général du ministère, Mouhamadou Bamba Diop, a rappelé que le RNCS constitue « un document essentiel pour notre ambition économique commune : bâtir un Sénégal souverain, juste et prospère ».
https://fr.apanews.net/news/senegal-appel-a-une-action-resolue-pour-renforcer-la-competitivite-nationale/

SUD QUOTIDIEN. Vote de budget du ministère de la santé et de l'hygiène : 274 milliards valides, en baisse de 50 milliards

Le budget du ministère de la santé et de l'hygiène publique pour l'année 2026 a été arrêté à 274 284 957 940 FCFA en autorisations d'engagement (AE) et 217 278 557 940 FCFA en crédits de paiement (CP). Ce budget va concerner trois programmes dont le pilotage, Coordination et Gestion administrative. Sur ces actions, les crédits sont arrêtés à 58 371 258 382 FCFA en AE et 58 366 508 382 FCFA en CP. Par nature économique de dépenses, les crédits de ce programme sont répartis comme suit, dépenses de personnel : 21 176 767 735 FCFA en AE et en CP ; Acquisitions de biens et services : 22 482 228 976 FCFA en AE et en CP; Transferts courants : 14 617 261 671 FCFA en AE et en CP ; Investissements exécutés par l'État : 95 000 000 FCFA en AE et 90 250 000 FCFA en CP. Le deuxième programme concerne la Prévention et Promotion de la Santé.
https://www.sudquotidien.sn/vote-de-budget-du-ministere-de-la-sante-et-de-lhygiene-274-milliards-valides-en-baisse-de-50-milliards/

APS. Budget 2026 : 85,1 milliards FCFA alloués au ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique

Le projet de budget 2026 du ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique est arrêté à 85,1 milliards de francs CFA en autorisations d'engagement (AE) et 81,06 milliards en crédits de paiement (CP), selon le rapport de la Commission des Finances et du Contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale.L'examen du présent projet de loi de finance initiale 2026 du ministère de la Communication, des Télécommunications et de l'Economie numérique est présidé par la députée de l'opposition Racky Diallo .Le budget 2026 du ministère de la Communication, des Télécommunications et du Numérique est structuré autour de cinq

programmes totalisant des enveloppes variées selon les priorités.Le premier programme est dédié à la gestion administrative. Un montant de 633 millions de francs CFA lui est consacré.
https://aps.sn/budget-2026-851-milliards-fcfa-alloues-au-ministere-de-la-communication-des-telecommunications-et-du-numerique/

SENEWEB. Finances : L'Etat du Sénégal lance son 4e APE de l'année qui vise 400 milliards de francs Cfa

L'Etat du Sénégal a officiellement lancé son quatrième appel public à l'épargne (Ape) de l'année. L'opération vise à lever 400 milliards de francs Cfa. La période de souscription s'étale du 2 décembre 2025 au 22 décembre de cette année.Il s'agit d'une émission simultanée structurée autour de quatre tranches très attractives : une tranche sur trois ans avec un taux de 6,40%, une tranche sur cinq ans avec un taux d'intérêt de 6,60%, une tranche sur sept ans avec un taux de 6,75% et une tranche de 10 ans avec un taux de 6,95%. L'opération est défiscalisée pour les résidents du Sénégal.Le ministre des Finances, Cheikh Diba, qui a présidé la cérémonie de lancement de l'opération, a indiqué que ce quatrième appel public à l'épargne présente trois atouts majeurs : «Une solution d'épargne fiable et garantie par l'État, un cadre réglementaire robuste et sécurisé et une contribution directe au financement du développement national», assure-t-il.
https://www.seneweb.com/fr/news/5/finances-letat-du-senegal-lance-son-4e-ape-de-lannee-qui-vise-400-milliards-de-francs-cfa_n_476414.html

LE SOLEIL. Développement de l'industrie sénégalaise : un financement de 1 000 milliards FCFA décroché en Arabie Saoudite

La mission officielle conduite en Arabie Saoudite par le ministre de l'Industrie et du Commerce, Dr Serigne Guèye Diop, a permis au Sénégal de franchir un cap majeur dans sa stratégie d'industrialisation.En effet, Dakar et Riyad ont signé le deuxième Programme Pays (PCP2), portant sur un financement de 1 000 milliards FCFA dédié au développement et à l'aménagement de zones industrielles et agro-industrielles. L'information est donnée par le ministère sénégalais de l'Industrie et du Commerce. nouvel accord s'inscrit dans la volonté des deux États d'intensifier leur coopération économique. Au-delà de la signature du PCP2, Dr Serigne Guèye Diop a obtenu des engagements pour renforcer la mobilisation d'investissements étrangers, en vue de l'implantation de nouvelles unités industrielles au Sénégal.La délégation sénégalaise a également effectué plusieurs visites de zones industrielles, notamment des complexes pétrochimiques et des installations de production d'urée, en collaboration avec la Commission royale du ministère saoudien de l'Industrie.
https://lesoleil.sn/actualites/economie/developpement-de-lindustrie-senegalaise-un-financement-de-1-000-milliards-fcfa-decroche-en-arabie-saoudite/

SIKA FINANCE. Sénégal : 2,93 millions de barils de pétrole commercialisés au mois de novembre

https://www.sikafinance.com/marches/senegal-2-93-millions-de-barils-de-petrole-commercialises-au-mois-de-novembre_58172

SUD QUOTIDIEN. UEMOA – inclusion financière : cap maintenu sur les 90 % d'ici 2030

À l'occasion de la Journée internationale des banques, célébrée chaque 4 décembre sous l'égide des Nations unies, l'UEMOA réaffirme sa volonté d'étendre l'accès aux services financiers à l'ensemble de sa population adulte. Avec plus de 196 millions de comptes ouverts en moins d'une décennie et un système de paiement instantané désormais opérationnel, la région s'impose comme l'un des moteurs de la finance numérique en Afrique.Adoptée le 3 avril 2025 à Dakar, la Stratégie régionale d'inclusion financière 2025-2030 fixe un objectif clair : atteindre 90 % d'accès effectif aux services financiers d'ici 2030. Un cap ambitieux, mais cohérent au vu des avancées enregistrées : entre 2016 et 2023, le taux d'inclusion financière est passé de 47 % à 72,3 %, porté par l'ouverture de 196,4 millions de comptes.Le boom des paiements électroniques illustre cette transformation. De 260 millions d'opérations en 2014, l'Union est passée à plus de 11 milliards en 2024.
https://www.sudquotidien.sn/uemoa-inclusion-financiere-cap-maintenu-sur-les-90-dici-2030/

ACTUALITÉS INTERNATIONALES

THE CONVERSATION. Crise de la dette: les quatre leviers qui peuvent aider le Sénégal à éviter la restructuration

Le Fonds monétaire international (FMI) a réévalué la dette du Sénégal à 132 % du PIB, entraînant une dégradation de sa note souveraine. Les discussions avec le FMI avancent lentement et le pays rencontre des difficultés pour lever des financements sur les marchés internationaux.Malgré tout, la dette reste soutenable depuis 2024, mais elle place le Sénégal devant un dilemme : restructurer immédiatement ou poursuivre la stratégie actuelle, qui permet de rembourser les échéances sans accord avec le FMI et de maintenir son Plan de redressement économique et social. . En tant qu'économiste ayant étudié les relations entre le FMI et le Sénégal sur quarante ans, je ne préconise pas une restructuration de cette dette. En dépit d'un besoin de financement de 5 800 milliards de F CFA pour 2025, il est préférable de poursuivre la trajectoire actuelle et le plan de redressement, tout en recherchant un accord avec le FMI, aligné sur la "Vision 2050".
https://theconversation.com/crise-de-la-dette-les-quatre-leviers-qui-peuvent-aider-le-senegal-a-eviter-la-restructuration-270177

REUTERS.La restructuration de la dette extérieure du Sénégal est « de plus en plus probable », selon la Banque des États-Unis

Une restructuration de la dette extérieure du Sénégal est « de plus en plus probable » au cours du second semestre 2026, a indiqué Bank of America Global Research dans une note publiée jeudi.Ce pays d'Afrique de l'Ouest peine à gérer des milliards de dettes que l'administration précédente n'a pas déclarées et mène des négociations prolongées avec le Fonds monétaire international au sujet d'un nouveau programme

de prêts destiné à consolider ses finances. « Nous anticipons une probabilité accrue de moratoire sur la dette extérieure et de négociations de restructuration vers le second semestre 2026 », a déclaré la banque. « Compte tenu de la résilience du marché local, un moratoire sur la dette extérieure et les négociations de restructuration qui s'ensuivront semblent les plus probables fin 2026. »Le ministère des Finances du Sénégal n'a pas immédiatement répondu à une demande de commentaires envoyée par courriel.
https://www.reuters.com/world/africa/senegal-external-debt-restructuring-increasingly-likely-bofa-2025-12-04/

JEUNE AFRIQUE. Explosion sur un pétrolier au large de Dakar : la guerre Russie-Ukraine menace-t-elle le Sénégal ?
Un tanker lié à la Russie transportant près de 40 000 tonnes de produits pétroliers a été gravement endommagé après plusieurs explosions au large de Dakar. Des spécialistes privilégient la piste d'une attaque ukrainienne contre le navire. Le risque d'une marée noire dans les eaux sénégalaises s'éloigne-t-il ? C'est ce que semble suggérer le Port autonome de Dakar : « Les opérations de sécurisation du tanker Mersin se poursuivent activement […]. Malgré des conditions de vent défavorables en mer, le navire reste stable et sous surveillance constante », a affirmé la structure portuaire dans un communiqué, le 3 décembre.
https://www.jeuneafrique.com/1746336/economie-entreprises/explosion-sur-un-petrolier-au-large-de-dakar-la-guerre-russie-ukraine-menace-t-elle-le-senegal/

ZONE BOURCE. Zone euro: La croissance du PIB révisée à 0,3% au 3e trimestre
La croissance économique de la zone euro a augmenté plus qu'initialement prévu au troisième trimestre, selon les chiffres définitifs publiés vendredi par Eurostat.La croissance du produit intérieur brut (PIB) des 20 pays partageant l'euro a progressé de 0,3% sur la période de juillet à fin septembre par rapport aux trois mois précédents, contre deux estimations initiales d'une hausse de 0,2% et après une augmentation de 0,1% au deuxième trimestre.Sur un an, le PIB a progressé de 1,4%, comme prévu par la dernière estimation.
https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/zone-euro-la-croissance-du-pib-revisee-a-0-3-au-3e-trimestre-ce7d51dcdd8df423

LES ECHOS. La production industrielle de la France soumise au risque Airbus
La production industrielle a légèrement progressé au mois d'octobre, selon l'Insee. Mais la fin de l'année pourrait être assombrie par les difficultés d'Airbus. Dans l'industrie, les mois se suivent mais ne se ressemblent pas. Après avoir rebondi de 0,9 % en septembre, la production manufacturière française a quasiment stagné au mois d'octobre, en repli de 0,1 %, selon les données publiées par l'Insee vendredi. La production industrielle totale a, elle, augmenté de 0,2 % après avoir progressé de 0,7 % le mois précédent.Les évolutions ont été contrastées. La production manufacturière a été affectée par un facteur qui n'est pas réellement conjoncturel : la décision de Stellantis de fermer entre le 13 octobre et le 3 novembre plusieurs usines. Cela a contribué à faire chuter la production automobile de 4 %.
https://www.lesechos.fr/economie-france/conjoncture/la-production-industrielle-de-la-france-soumise-au-risque-airbus-2203019

FRENCH.CHINA.ORG.CN. La résilience des relations économiques franco-chinoises saluée lors de la visite d'Emmanuel Macron

La Chine et la France se sont engagées à approfondir leur coopération économique afin de favoriser une prospérité partagée, ont déclaré jeudi à Beijing le président chinois Xi Jinping et le président français Emmanuel Macron lors de la cérémonie de clôture de la septième réunion du Conseil d'affaires Chine-France.C'était la troisième fois consécutive que MM. Xi et Macron assistaient à la cérémonie de clôture de cette réunion. En 2018, les deux dirigeants avaient assisté ensemble à la création du Conseil d'affaires à Beijing.Dans son discours de jeudi, M. Xi a noté que la coopération économique et commerciale entre les deux pays n'avait cessé de se développer et de faire preuve d'une plus grande résilience. Il a ajouté que la Chine et la France devaient répondre aux incertitudes du monde actuel avec la stabilité de leurs relations bilatérales.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-12/05/content_118212914.htm

LE FIGARO. Pourquoi l'économie italienne ne décolle toujours pas

La bonne élève saluée par les agences de notation, Giorgia Meloni, n'en a pas pour autant sorti son pays de l'ornière. Car tenir ses comptes en ordre est une chose, mais mener une politique de croissance en est une autre. Après les années post-Covid, marquées par un fort rebond de l'activité, l'économie italienne est quasi revenue à la longue stagnation qui plombe le pays depuis trente ans. Ainsi en témoignent toutes les dernières prévisions, celles de la Commission européenne comme celles de l'OCDE. Avec une croissance de 0,4 à 0,5 % pour cette année, 0,6 % à 0,8 % en 2026, et guère plus de 0,7 % à 0,8 % en 2027, l'Italie fera figure de dernier de la classe européenne.Et ce, bien qu'elle ait été le premier bénéficiaire du plan de relance européen, avec plus de 200 milliards de prêts et subventions venus soutenir l'investissement public depuis 2021. Certes, ce plan lui aura évité de tomber en récession cette année dans le sillage de l'Allemagne. Et l'aura aidée à redresser ses comptes…

https://www.lefigaro.fr/conjoncture/pourquoi-l-economie-italienne-ne-decolle-toujours-pas-20251204

LE MONDE. L'Inde dépoussière son code du travail jugé archaïque

La nouvelle mouture de cet ensemble de lois parfois centenaires facilite les licenciements et crée la possibilité d'embaucher à durée déterminée. Même si la création d'un smic est évoquée, les syndicats s'indignent d'une réforme favorable uniquement aux employeurs. Il aura fallu plus de cinq ans au gouvernement indien pour, enfin, acter l'adoption de quatre nouveaux codes régissant le droit du travail. Votés par le Parlement en 2019 et 2020, ils ne sont entrés en vigueur qu'à la fin du mois de novembre. Les nouvelles règles, censées dépoussiérer des lois jugées archaïques – dont certaines dataient encore de l'Empire britannique –, suscitent une levée de boucliers dans l'opposition et du côté des syndicats.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/04/l-inde-depoussiere-son-code-du-travail-juge-archaique_6655997_3234.html

RFI. Royaume-Uni: les agriculteurs face à l'une des pires années de récolte depuis plus de 40 ans

Au Royaume-Uni, le milieu agricole s'apprête à conclure une année 2025 très compliquée. Précipitations puis chaleur et sécheresse extrêmes auraient coûté aux agriculteurs britanniques plus de 900 millions d'euros de pertes cette année. Déjà sous pression financière à cause du prix croissant des engrais et de l'énergie, certains en viennent à se demander si les effets du réchauffement climatique valent le coup de semer leurs récoltes. « Je fais ce métier depuis plus de trente ans et cela doit être l'une des deux ou trois pires récoltes de ma carrière, explique Roger, un agriculteur britannique. C'est un désastre. »Depuis cinq ans, les saisons passent et se ressemblent pour les agriculteurs britanniques. Le grand coupable, c'est le climat et ses fluctuations : des hivers très pluvieux qui inondent les sols, puis des printemps et des étés secs qui les assèchent terriblement...
https://www.rfi.fr/fr/europe/20251204-royaume-uni-les-agriculteurs-face-%C3%A0-l-une-des-pires-ann%C3%A9es-de-r%C3%A9colte-depuis-plus-de-40-ans